



BONNE FÊTE

À tous les Québécois, la direction et toute l'équipe du DEVOIR présentent leurs vœux de bonne, joyeuse et sereine fête nationale. En ce 24 juin, notre édition spéciale souligne l'importance de cet événement et tente de faire le point au lendemain d'une semaine lourde de sens dans le cheminement du Québec

AUJOURD'HUI

Éditorial

Des états-généraux, une commission itinérante, un sommet national, des audiences publiques? Toutes les avenues doivent être envisagées avec sérénité et intelligence, écrit Paul-André Comeau. Page 12

Idées

Vincent Lemieux s'interroge sur l'avenir du nouveau chef du Parti libéral du Canada, M. Jean Chrétien. Page 13

L'histoire de la Fête nationale

Jean-Pierre Proulx retrace les origines de la Fête nationale des Québécois. Page 4.

L'inoubliable défilé

Le 24 juin 1968, le défilé de la Saint-Jean-Baptiste tourne à l'émeute. Mais Pierre Elliot Trudeau se dresse devant les manifestants. Page 5

Une multitude d'événements

La Fête nationale se répand partout, dans les quartiers et dans les municipalités. Page 2

Qui est Chrétien?

Ce qui fait la force du nouveau chef du Parti libéral, écrit Pierre O'Neill, c'est à la fois sa passion pour la politique et la simplicité de son message. Page 9

Bourassa tente de gagner du temps

Tandis que le Parti libéral du Québec (PLQ) se remet à élaborer des scénarios alternatifs... à l'entente avortée du lac Meech, M. Robert Bourassa tentera de reprendre l'initiative en gagnant du temps et en laissant toutes les avenues ouvertes, prévoit Gilles Lesage. Page 8

Mulroney se résigne

Le premier ministre Brian Mulroney se résigne à l'échec du lac Meech. Il en a fait l'aveu hier, lors d'une allocution télédiffusée à la nation. Page 7

La faute à Trudeau

Le ministre de la Justice Gil Rémillard accuse Pierre Elliot Trudeau d'être responsable en partie de la mort de l'accord du lac Meech. Page 7

Gorbatchev rassure le Parti

Michaïl Gorbatchev a rassuré hier les membres du parti communiste de Russie en annonçant qu'il continuera de cumuler ses deux fonctions. Page 10

Les secours affluent en Iran

De nombreux pays, sauf d'Israël et d'Afrique du Sud, les secouristes et l'aide arrivent en Iran à la suite du séisme. Page 11

Le Québec doit maintenant faire un nouveau choix, dit Bourassa

Bernard Descôteaux
de notre bureau de Québec

« LE QUÉBEC doit, maintenant que l'accord du lac Meech est chose du passé, faire un nouveau choix quant à son avenir constitutionnel. »
Telle est la proposition qu'a faite hier aux Québécois le premier ministre Robert Bourassa qui, tout en les

invitant à un large débat, a suggéré fortement que le minimum qui puisse être retenu soit un Canada à deux.

S'adressant à ses compatriotes depuis le Salon rouge de l'Assemblée nationale à la veille de la Saint-Jean, le premier ministre a indiqué que le débat qui s'amorce permettra de considérer toutes les avenues. Le Québec a « la liberté de ses choix »,

a-t-il souligné.

D'ores et déjà, le premier ministre indique cependant qu'il y a une sorte de seuil en-deça duquel le Québec ne saurait aller. Après avoir vécu pendant des années le « Canada à onze » qui a été emporté par la mort de l'accord du lac Meech, le Québec ne peut accepter de vivre que dans le contexte de relations d'égal à égal avec le Canada anglais, a-t-il laissé enten-

dre.

« En autant que le Québec soit concerné, ce Canada à deux sera désormais la règle, » a dit M. Bourassa, assurant que son gouvernement désormais ne négocierait plus qu'à deux.

« À partir de maintenant, le Québec se retire de toute négociation constitutionnelle et ne négociera plus que bilatéralement, en gouvernement québécois légitimement élu

et fortement appuyé par sa population, avec le gouvernement du Canada »

« L'échec de l'accord du lac Meech qui a été officiellement consommé hier à minuit moins une minute remet en cause l'avenir politique du Québec, » a dit le premier ministre en commençant son intervention d'hier. « Le Québec avait manifesté

Voir page 14 : Constitution

Chrétien lance un appel au calme

Lapierre et Rocheleau claquent la porte

CALGARY (PC) — Élu au premier tour chef du Parti libéral, Jean Chrétien, a prêché le calme et la réflexion aux Québécois.



Jean Chrétien

« Je sais que ce sont des heures difficiles, mais il ne faut pas perdre espoir », a-t-il déclaré dans son discours d'acceptation, affirmant que jusqu'ici, c'est le Canada qui a permis au français de s'épanouir en terre d'Amérique.

« Il faut prendre le temps de se calmer, de réfléchir, de chercher d'autres solutions », a-t-il ajouté, sans trop spécifier.

Il a simplement conseillé aux Québécois et aux habitants des autres provinces de se rapprocher en se visitant mutuellement.

Par contre, il a mérité des huées lorsqu'il a déclaré que le Parti libéral du Canada (PLC) est prêt à vivre avec les cinq conditions présentées par le Québec pour regagner le giron constitutionnel, conditions qui avaient formé la base de l'accord du lac Meech.

Un seul tour de scrutin a suffi à M. Chrétien, hier, pour remporter la direction du PLC.

Il a remporté 57 % des voix, soit 2 652. Ce sont 1 476 voix de plus que celles ramassées par son plus proche adversaire, le député de LaSalle, Voir page 14 : Chrétien

Parizeau prie Bourassa de cesser de louvoyer

Pierre O'Neill

TOUT EN COMPATISSANT avec Robert Bourassa, encore durement ébranlé par la mort de l'entente du lac Meech, Jacques Parizeau affirme qu'il n'a pas tiré les leçons qui se dégagent pourtant clairement de ce nouveau rejet du Canada anglais. Il le somme de cesser de louvoyer et la presse de dévoiler dans les meilleurs délais ses intentions sur l'avenir politique du Québec.

« À un moment donné, il faut qu'on se branche. On ne peut pas rester amateur de toutes les portes ouvertes », a déclaré hier en conférence de presse le président du Parti québécois. À ses côtés, le vice-président du parti, Bernard Landry, notait que le premier ministre semble enclin à faire passer la menace de divisions

qui guette le Parti libéral avant les intérêts supérieurs de la nation. « Il doit se ressaisir ».

Selon M. Parizeau, la situation actuelle revêt un caractère d'urgence, en ce que le Québec ne peut se permettre une autre longue période d'incertitude politique. Ce serait malsain, croit-il, de se retrouver d'une part devant une opinion publique qui se retrouve de plus en plus autour d'un consensus, et d'autre part, un gouvernement qui cherche à délayer, rester dans le marécage, à faire flotter des espoirs dans toutes espèces de directions contradictoires.

C'est en regard de cet état d'urgence que le chef de l'opposition sollicitera dès demain une rencontre avec le chef libéral, un tête-à-tête qui vise à explorer la possibilité de convaincre son adversaire de contribuer

Voir page 14 : Parizeau

Bourassa pourrait redonner vie au projet de constitution québécoise

Une analyse de
Gilles Lesage

de notre bureau de Québec

PLUTÔT QUE de susciter des États généraux ou une constituante, le gouvernement pourrait redonner vie à un projet qui refait périodiquement surface: la mise au point d'une constitution interne ou propre au Québec.

Telle est du moins l'une des plus sérieuses possibilités qui s'offrent au premier ministre, à la suite de l'échec du Lac Meech. Une possibilité que son ministre de la Justice et délégué aux Affaires canadiennes a d'ailleurs promue avant même qu'il

soit le candidat de M. Robert Bourassa dans Jean-Talon.

Dès novembre 1982, le professeur de droit Gil Rémillard préconisait en effet que le Québec se dote d'une constitution interne, « premier moyen de minimiser les effets négatifs de la loi constitutionnelle de 1982 ». De valeur supra législative, ce document se référerait directement au peuple par un processus référendaire. L'expert devenu candidat libéral estimait en novembre 1985 que le gouvernement devrait soumettre ses propositions constitutionnelles à la consultation populaire. Ce ne fut pas la voie suivie par le gouvernement, qui s'est contenté d'une com-



PHOTO JACQUES NADEAU

Dans plusieurs quartiers de Montréal, la fête a commencé dès hier. Ici, ce cavalier drapé d'un fleurdelisé fait la joie des citoyens d'Outremont.

La ferveur nationaliste renaît

Paul Cauchon

L'EFFERVESCENCE et la fébrilité étaient palpables hier à Montréal, veille de la Fête nationale. On avait pas vu depuis longtemps autant de fleurdelisés accrochés aux balcons, aux immeubles, aux « dépanneurs du coin ». Sur la rue Sherbrooke, des autos circulaient avec des drapeaux accrochés à leur antenne. Sur la rue St-Denis, on vendait des chandails qui réprénaient le logo du « Oui » du référendum de 1980, avec le mot « Enfin » ajouté en surimpression. Sur la rue Boyer, un citoyen

avait pris la peine, juché sur une échelle, de visser un énorme hampe sur la brique de son triplex pour installer un drapeau tout aussi énorme. Ailleurs, dans une ruelle, des drapeaux flottaient sur la corde à linge. Des images qu'on avait pas vu depuis les années 70.

Mais le Québec s'est ouvert à d'autres réalités, ce qui donnait également des images très particulières. Ainsi dans le petit quartier chinois de Montréal, au coin des rues Côté et La Gauchetière, à l'ombre du Complexe Guy-Favreau, des centaines de personnes de toutes origines étaient massées devant une estrade toute rouge, où des fleurdelisés encadraient un

dragon chinois...

La fête, qui se tenait dans différents quartiers, était cependant gâchée en soirée par les averse intermittentes. Le désir de fêter était pourtant là: environ 8000 personnes s'étaient massées coin Berri et Ontario pour écouter Daniel Lavoie, Hart Rouge et autres artistes, agitant des dizaines de drapeaux québécois. La veille, au même endroit, 70 000 personnes acclamaient Claude Dubois, Pierre Flynn, Pagliaro, Francine Raymond et autres, la foule hurlant pendant que les artistes déclaraient vouloir saluer une « société libre »...

Voir page 14 : La ferveur

Il n'y a pas de gagnant au Canada anglais

Une analyse de
Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

À L'HEURE des post-mortem, le Canada anglais met fin à l'aventure du lac Meech sans avoir rien réglé, sans l'ombre d'un consensus sur la prochaine étape et sans véritable gagnant.

En effet, si aujourd'hui Brian Mulroney est le plus grièvement blessé par l'échec d'un projet sur lequel son gouvernement a joué son âme, à peu près aucun des principaux acteurs politiques du Canada anglais ne s'en tire complètement indemne non plus.

Pointé du doigt comme le grand responsable de l'échec par le gouvernement fédéral, le premier ministre Clyde Wells est un héros pour une partie de l'opinion publique du Canada anglais, mais pas pour les milieux d'affaires du pays qui, en plus d'investir dans sa province, alimentent sa caisse électorale.

Et c'est dans le climat empoisonné de ses relations avec Ottawa que se jouera, au cours des prochains jours, le sort du projet Hibernia, pièce-maîtresse du développement économique de sa province. La population de Terre-Neuve, l'ont prévenu ses adversaires politiques, ne lui sera

Voir page 14 : Canada

De Gaulle et le Québec

Dale C. Thomson
professeur de sciences politiques à l'Université McGill

C'est un grand livre, une œuvre maîtresse où l'histoire et la science politique marient leurs perspectives avec un rare bonheur.

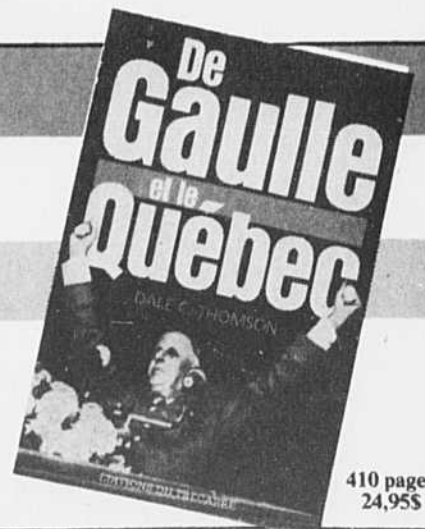
Paul-André Comeau

«... un dossier complet, qui, jusqu'à maintenant répond le mieux, aux questions qui surgissent non seulement sur le «Vive le Québec libre!» mais aussi sur les tenants et aboutissants de la déclaration la plus percutante de l'histoire du Québec.»

Claude Morin



En vente chez votre libraire
ÉDITIONS DU TRÉCARRÉ



410 pages
24,95\$

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Parizeau

à la mise sur pied d'États généraux, une hypothèse que M. Bourassa n'a pas rejetée lors de l'allocation qu'il prononçait quelques instants plus tôt au salon rouge de l'Assemblée nationale. Des États généraux avec la participation de représentants de tous les secteurs de la société, politiques, intellectuels, gens d'affaires, syndicalistes et autres. Un exercice placé au-delà des lignes de la partisanerie politique, ayant pour premier objectif de s'entendre sur l'opportunité de rédiger la constitution du Québec et sans exiger des participants de profession de foi souverainiste. « C'est le temps d'aborder de front ce que nous allons faire. »

Dans un premier temps, à l'occasion de la cérémonie des signatures du 9 juin, le premier ministre avait déclaré: « Le Canada sera un vrai pays pour tous les Québécois ». Puis, vendredi dernier, après l'arrêt de mort de Meech, il avait étonné tout le monde en affirmant: « Le Québec est libre et capable d'assumer son destin ». C'est la juxtaposition de ces deux déclarations qui fait dire à Jacques Parizeau que M. Bourassa ne cesse d'envoyer des signaux contradictoires, parce qu'il est coincé entre la montée de l'option souverainiste dans l'opinion publique et le danger d'éclatement de son parti.

C'est pourquoi, selon M. Parizeau, le chef libéral a annoncé la mise en marche d'un long processus de réflexion et de consultations devant permettre au P.L.Q. d'élaborer un nouveau programme constitutionnel. « Je comprends que M. Bourassa a besoin de gagner du temps. Nous sommes en face d'un premier ministre qui flotte entre deux eaux. Et pour cela, je pense qu'il a avantage à accepter des États généraux, pour se dédouaner de son parti ».

Évidemment ravi par la mort du lac Meech, Jacques Parizeau prédit une remontée du sentiment nationaliste et de la popularité de la thèse souverainiste. Il prévoit que l'élection de Jean Chrétien à la tête des libéraux fédéraux aura sensiblement les mêmes effets. Quant à Bernard Landry, il est convaincu que l'échec de Meech entraînera au cours des prochaines semaines la défection d'une quinzaine de députés du caucus conservateur du Québec. Au secrétariat du P.Q. régnait une certaine euphorie. On avait placardé les murs d'affiches au slogan: « OUI, on se prépare à la prochaine ».

◆ Bourassa

lante, les propos tenus en novembre 1982 par M. Rémiard prennent un relief saisissant. « Même si une telle constitution (interne) devrait se conformer à la constitution canadienne, il demeure qu'elle pourrait combler bien des lacunes et ambiguïtés juridiques tout en donnant au Québécois un véritable contrat social qui fait défaut actuellement dans la crise économique et sociale que nous vivons. L'idée n'est pas nouvelle mais les circonstances font que maintenant, elle est devenue une nécessité ».

« Cette constitution consacrerait tout d'abord l'existence de la nation québécoise, son droit à l'autodétermination et ses principes démocratiques fondamentaux. Puis elle pourrait comprendre la charte québécoise des droits, pour énoncer ensuite l'organisation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Une formule d'amendement devrait confirmer sa valeur supra-législative en se référant directement au peuple par un processus référendaire », concluait le futur ministre de M. Bourassa.

M. Rémiard jugeait aussi « indubitablement maintenant que les Québécois forment une nation » et que le dualisme canadien doit se comprendre en fonction du Québec et du reste du Canada.

Dès novembre 1981, la CEQ (qui se prononcera la semaine prochaine en faveur de l'indépendance du Québec) proposait une remise à jour de la constitution interne du Québec. Les années suivantes, les ministres Camille Laurin et Jacques-Yvan Morin en parlèrent aussi, de même que le député péquiste David Payne, sans succès. En 1986, M. Pierre Marc Johnson, alors chef du P.Q., proposait, pour éviter l'immobilisme, que le Québec se dote d'une constitution interne dans laquelle le Québec affirme lui-même, sans le quémander, son droit à s'autodéterminer. L'ex-président du P.Q. estimait que cette constitution pourrait s'écrire à partir des pouvoirs que le Québec possède déjà et « à partir de ceux qu'il considère être les siens et de l'espace qu'il peut occuper comme société démocratique ».

Pour sa part, l'ex-ministre Lucien Bouchard propose aujourd'hui une espèce de rassemblement ou de forum au sein duquel les Québécois pourraient définir leurs exigences et faire front commun pour les mettre en oeuvre.

Le chef de l'opposition suggère, lui, la convocation d'États généraux, préluce à un référendum.

Il y a 30 ans, à l'aube de la révolution tranquille, la Saint-Jean-Baptiste proposait une vaste consultation populaire pour donner au peuple canadien-français (incluant alors la diaspora) la possibilité de définir ses besoins, ses aspirations et les institutions qui y correspondent. En novembre 1967 (après le passage de de Gaulle et la création du MSA par M. René Lévesque), quelque 2500 délégués affirmèrent le droit du Québec à l'autodétermination, la compétence exclusive du Québec dans plusieurs secteurs. En mars 1969, les États généraux complètent leur démarche en affirmant que:

■ Le Québec doit se donner une constitution;

■ le gouvernement du Québec doit convoquer une assemblée constituante qui aura 12 mois pour préparer cette constitution;

■ les États généraux devront être de nouveau réunis dans deux ans si le Parlement du Québec n'a pas convoqué l'assemblée constituante.

Rien de cela n'a été fait, 21 ans après. M. Parizeau reprend le flambeau. Jusqu'où pourra-t-il le porter ?

Chacun met son grain de sel, y va de sa suggestion. Dans *Le Soleil*, M. Jean-Paul Harney, ex-chef du NPD-Québec, a proposé aussi une constituante plutôt que des États généraux, une démarche consultative qui n'est pas moderne et démocratique selon lui. Cette constituante pourrait être convoquée par une résolution de l'Assemblée nationale et chargée de préparer un projet de constitution pour le Québec; ce projet serait ensuite soumis à l'approbation du peuple québécois. Il préfère cette formule à celle d'États généraux consultatifs (comme Louis XVI tenta d'en convoquer jusqu'à ce que la nation française prenne son sort en main, chasse les trois ordres, base de l'ancien régime, et se forme en constituante).

Dans la revue *L'action nationale* de janvier dernier, le politologue Édouard Cloutier souhaitait, advenant la noyade du Lac Meech, une entente entre libéraux et péquistes pour la tenue d'un référendum massif sur le nouveau statut constitutionnel du Québec. À l'examen des résultats électoraux, il estimait que la seule formule de rechange efficace était la concertation P.L.Q.-P.Q., aucun des deux ne suscitant le rassemblement général souhaitable.

Depuis, cette idée est reprise sous diverses formes, l'ex-ministre Lucien Bouchard la propageant avec brio et ardeur.

Chacun parle d'unité, de consensus et de front commun. Mais le gouvernement et le P.Q. veulent chacun que ce miracle se réalise sous sa bannière propre, l'un et l'autre parti faisant encore une lecture partisane de la réalité et de l'humeur québécoises. Pourra-t-on en sortir pour que le Québec marche enfin dignement vers son épanouissement total, pleinement confiant en l'avenir ?

◆ Canada

pas nécessairement reconnaissant longtemps d'avoir tenu tête au reste du Canada.

Au Manitoba, les électeurs veulent faire payer cher à leurs chefs politiques leur appui, même tardif, à l'accord. « J'y laisserai sans doute mon siège », prédit le chef néo-démocrate Gary Doer tandis que sa collègue libérale Sharon Carstairs avoue carrément que la bataille du lac Meech lui laisse un arrière-goût tellement amer dans la bouche qu'elle songe à quitter la politique active.

Les autochtones du Canada, après leurs deux semaines de gloire, devront maintenant attendre longtemps pour savoir si leur pari de tuer le lac Meech pour avoir une meilleure place à la table constitutionnelle la prochaine fois va porter fruit. Au pire pour eux, la prochaine ronde de discussions sera complètement monopolisée par la négociation d'une nouvelle relation entre le Canada et le Québec. Au mieux, il n'y aura pas de reprise du dialogue constitutionnel pendant une longue période.

Le Nouveau Parti Démocratique, tiraillé entre les autochtones et sa faible présence au Québec, n'a pas hésité longtemps. « S'il faut choisir entre les Québécois et les aborigènes », écrivait la semaine dernière dans un quotidien torontois Gerry Caplan, ancien directeur-général du parti, je choisis les autochtones. Des prises de position qui n'ouvriront pas beaucoup de portes au parti à l'extérieur de ses places fortes de l'Ouest du pays.

Jean Chrétien prend la tête d'un Parti libéral fédéral dont la façade au Québec est lézardée par les divisions profondes engendrées par l'accord. Deux de ses quatre députés québécois francophones, Jean Lapierre et Gilles Rocheleau ont la main sur la porte. En élisant un chef anti-lac Meech, en pleine agonie de l'accord, le Parti libéral, affirme plusieurs de ses partisans québécois, a projeté l'image de danser joyeusement autour des cendres des aspirations du Québec.

En Saskatchewan, Grant Devine va payer le prix de son appui actif à l'accord. En perte de vitesse dans l'opinion publique de sa province, sa croisade pour le lac Meech précipitera vraisemblablement sa chute lors d'élections provinciales prévues pour l'automne.

En Alberta, Don Getty ne pourra pas livrer à sa province la réforme du Sénat dont il a fait son cheval de bataille. Il aura finalement simplement donné au parti de la Réforme, qui gruge déjà la base des conservateurs dans sa province, une voix au Sénat en faisant nommer Stan Waters à la Chambre Haute.

Au Nouveau-Brunswick, Frank McKenna n'a rien perdu en popularité. Mais, en ouvrant le bal de l'opposition à l'accord du lac Meech, le jeune chef bilingue du parti libéral du Nouveau-Brunswick a considérablement dilapidé son éventuel capital politique au Québec, concédant ceux qui au sein du parti voyaient en lui un futur leader fédéral.

Quant au gouvernement de Brian Mulroney, à la fin, il manipulait l'accord du lac Meech comme une véritable bombe à retardement. Faute d'avoir réussi à la désamorcer, il se réveille aujourd'hui avec dans la peau les fragments d'un échec dont il pourrait bien ne pas se relever.

De l'intérieur, il est menacé de désintégration. Aucun des piliers québécois du gouvernement, les Bouchard, Masse, Vézina, Loiseleur, ne s'est engagé à rester au-delà de l'échéance de l'accord. Et jusqu'à une dizaine de simples députés pensent également à rejoindre Lucien Bouchard et François Gérin à l'extérieur du Parti conservateur.

Ceux qui choisissent de rester n'auront pas nécessairement la tête aux affaires fédérales. Avec le débat qui

va s'intensifier au Québec, auront-ils le cœur bien longtemps, se demandent plusieurs d'entre eux, de défendre la TPS et les restrictions budgétaires tout en traînant le boulet de l'échec du lac Meech.

Démoralisés également, les troupes de Brian Mulroney au Canada anglais vont commencer à regarder d'un oeil plus sceptique. Surtout si le Québec semble lui échapper.

S'il y a une exception dans ce paysage, c'est David Peterson en Ontario. Lui non plus ne s'est pas fait d'amis en s'associant aussi étroitement à Robert Bourassa. Mais, selon toutes les évaluations, le premier ministre ontarien est de loin celui qui a le plus de chances de tirer équilibrément son épingle du jeu. S'il remporte, comme prévu, les élections qu'il veut déclencher à la fin de l'été, David Peterson sera le seul politicien de calibre à avoir autan de crédibilité au Canada anglais qu'au Québec.

◆ La ferveur

se fait plus importante en soirée on pourrait faire savoir vers 15 h si le grand spectacle de clôture qui doit se tenir à l'Île Ste-Hélène à 21 h ce soir serait remis à demain soir.

Le président du Comité organisateur, Jean Dorion, déclare qu'il tentera de maintenir le plus possible la tenue des événements aujourd'hui, pusique la vraie journée de fête c'est le 24 juin.

La décision de maintenir ou annuler le défilé tiendra beaucoup à Richard Blackburn, concepteur du défilé et directeur du théâtre (en plein air) de la Dame de Coeur à Upton, ainsi qu'au producteur Jacques Renaud, qui a géré les événements de rue du Festival Juste pour Rire. Tous deux sont habitués à comprendre les prédictions des météorologues et à s'ajuster en conséquence.

L'activité était intense hier à l'ouest du Parc Lafontaine, où le Comité organisateur a installé la logistique du défilé, ainsi que la salle de presse (Radio-Canada diffusera le défilé en direct).

Une indication parmi d'autres de l'importance de cette Fête nationale : une quarantaine de journalistes étrangers ont demandé des accréditations. Toutes les grandes agences de presse sont présentes (6 reporters pour la seule agence Reuters), des médias d'Allemagne, de Finlande, le réseau américain CBS, la BBC de Londres, bref le Québec est surveillé de près aujourd'hui.

◆ Constitution

que son premier choix était le Canada mais malgré toute l'ouverture et la patience dont il a fait preuve depuis trois ans, le Québec n'a pas été compris. Des conclusions s'imposent d'elles-mêmes », a-t-il dit.

« La première conclusion est la nécessité de se définir un nouvel avenir constitutionnel dans le cadre d'un débat qui doit être empreint de réalisme, de calme et de lucidité », a ajouté M. Bourassa. Ce débat, le premier ministre le veut aussi ouvert à toute la population.

Chef de parti politique, M. Bourassa note que le Parti libéral se retrouve aujourd'hui sans programme avec la mort de l'Accord du lac Meech. Il lui faut mener d'ici le congrès déjà prévu en mars prochain sa propre réflexion. Mais il y aura aussi une réflexion qui rejoindra l'ensemble des Québécois suivant une ou des formules à définir, a-t-il souligné.

La tenue d'États généraux que propose le Parti québécois n'apparaît pas appropriée mais il pourrait y avoir consultation publique par le biais d'une commission parlementaire itinérante par exemple, a dit M. Bourassa appuyé en cela par son ministre Gil Rémiard. Des États généraux qui seraient dirigés par des partis politiques conduiraient à des discussions stériles car les partis doivent garder leur liberté de manoeuvre, ont-il expliqué.

D'emblée, le premier ministre ne rejette aucune hypothèse qui pourrait être proposée, que ce soit par les Québécois ou par les militants libéraux. Ses députés, qui sont de toutes tendances, reconnaissent que le débat sera largement ouvert et qu'il appartiendra, en ce qui concerne les libéraux, à leur congrès de décider.

Le premier ministre a dit toutefois souhaiter que l'on respecte dans la recherche de cette formule un certain nombre de paramètres qui indiquent clairement que d'avance il rejette personnellement la souveraineté telle que la conçoit le Parti québécois. À ses yeux, cette formule n'a pas plus d'avenir que « le fédéralisme archaïque » tel que peuvent encore le concevoir aujourd'hui les Pierre Trudeau et Jean Chrétien.

Ces paramètres sont simples. « Les décisions qui seront prises devront tenir compte de l'impact économique. Elles tenir compte également des minorités francophones à l'extérieur du Québec, des minorités culturelles au Québec et du rôle historique de la minorité anglophone », a-t-il dit avant d'insister sur la géographie du Québec. « Chaque État doit avoir la politique de sa géographie », a-t-il ajouté.

Entre les lignes, on peut deviner que ces paramètres amèneront le Parti libéral à mettre de l'avant un projet constitutionnel qui ressemble à l'idée de « superstructure » que M. Bourassa évoquait au début de l'année. Rappelons que pour des raisons économiques, il a aussi rejeté la semaine dernière, lors d'une allocution devant la SSJB de Montréal, le projet de souveraineté-association du Parti québécois. Il invoquait alors des raisons d'ordre économiques. Hier, il devait beaucoup insister sur sa volonté de « ne jamais prendre de risque avec la sécurité économique des Québécois ».

La deuxième conclusion que tire M. Bourassa de la mort de l'accord du lac Meech est la nécessité pour le Québec d'établir de nouvelles relations avec le Canada en attendant que soit défini le nouvel avenir constitutionnel.

Ainsi, le Québec se retire, a-t-il dit, de tout processus de négociation constitutionnel. Le processus actuel

de révision de la constitution est discrédité et le Québec ne peut plus y souscrire, a-t-il. Cela veut dire que l'entente conclue à Ottawa le 9 juin ne peut plus tenir pour le Québec qui ne participera pas à une négociation sur la réforme du Sénat, sur une « clause Canada », sur les droits des autochtones.

« Les conséquences prévisibles d'un échec de l'accord du lac Meech, évoquées par le Québec il y a déjà plusieurs mois, avaient été vues comme du chantage. Il faut aujourd'hui les assumer », a-t-il dit hier au Canada anglais, notant que pour sa part il doit défendre d'abord les intérêts du Québec.

Le Québec ne participera pas non plus aux conférences fédérales-provinciales ou aux conférences inter-provinciales, dont la conférence prévue pour le mois d'août à Winnipeg. Lorsque des intérêts directs du Québec seront en jeu, le Québec pourra participer. Tant que les Québécois paient des impôts à Ottawa, il faut s'assurer que leur juste part leur revienne, note le ministre Gil Rémiard.

Cela étant dit, le gouvernement québécois cherchera par ailleurs à négocier bilatéralement avec le gouvernement fédéral une série d'arrangements administratifs, dit M. Bourassa qui évoque ainsi des ententes possible dans les domaines de l'immigration, de la main-d'oeuvre, des communications.

Par des ententes administratives, expliquera M. Rémiard, le Québec peut accomplir plusieurs choses et aller chercher une bonne part de ce qui était dans l'accord du lac Meech. On pourra même négocier des choses sur le pouvoir de dépenser du fédéral, sur les nominations au Sénat et à la Cour suprême, dit-il en notant que ces ententes n'auront qu'une valeur limitée puisque qu'elles pourront être dénoncées à tout moment. Il n'y aura aucune « garantie constitutionnelle », a-t-il souligné affirmant que le Québec ne pourra se contenter de cela.

Que ce soit pour ces ententes administratives avec Ottawa ou pour toute autre négociation, la « négociation à deux » s'impose désormais, a expliqué le premier ministre Bourassa qui clairement ne veut plus accepter une « négociation à onze ». Ce processus, il l'a vigoureusement dénoncé hier, rappelant à quel point on n'avait jamais pu se fier aux engagements pris par les premiers ministres. Même Clyde Wells qui se dit et se veut un homme de principe n'aura pas su respecter sa signature sur un document dont l'encrage était à peine sèche, a-t-il noté non sans amertume.

M. Bourassa n'a pas voulu jeter de blâme direct sur qui que ce soit pour l'échec de l'accord du lac Meech, si ce n'est de pointer ainsi du doigt M. Wells mais aussi Jean Chrétien et Pierre Trudeau. Ceux-ci accusent aujourd'hui le premier ministre Brian Mulroney de cet échec alors que ce sont eux qui en 1982 ont écarté le Québec de l'accord constitutionnel signé alors. « C'est un peu trop fort », a-t-il dit en se portant vigoureusement à la défense de M. Mulroney.

Plusieurs collègues de M. Bourassa devaient hier pointer du doigt M. Trudeau et M. Chrétien. Gil Rémiard devait notamment dire que l'ancien premier ministre avait laissé au Canada un fruit empoisonné en 1982 qui a rendu tout le Canada malade. Des députés comme René-Serge Larouche, député d'Anjou, devaient ajouter à propos de Jean Chrétien qu'il était « bien content de voir que le Canada anglais le garde ».

En début d'après-midi, le premier ministre Bourassa avait expliqué à ses collègues du caucus libéral les propositions qu'il devait rendre publiques peu après. Tous les députés interrogés ont indiqué qu'un appui unanime, sans aucune nuance, avait été accordé au premier ministre, que ce soit de la part de députés fédéralistes comme Jean Joly (Fabre) qui est entré au caucus les larmes aux yeux tellement la mort de l'accord du lac Meech était pour lui un choc, ou de la part de Jean-Guy Lemieux (Vanier) considéré « comme un ultra-nationaliste ».

Le ministre anglophone John Ciaccia se disait très à l'aise, soulignant pour sa part que ce n'était pas le Canada qui était mort mais une vision du Canada, celle de Trudeau. « C'est clair qu'il faudra évoluer », a-t-il noté en rappelant que le fédéralisme est par définition toujours en évolution.

Nullement inquiet de ce qui pourra arriver, M. Ciaccia a même accepté le mandat d'aller au début de la semaine à New York pour rassurer les milieux financiers. À son avis, il n'y a aucun problème qui puisse se poser : les Québécois sont confiants, a-t-il dit en soulignant qu'on est en 1990 et non plus en 1980.

Le premier ministre Robert Bourassa est toutefois un peu inquiet de la réaction que pourrait avoir les milieux financiers. Hier, il a beaucoup insisté sur sa volonté de ne pas mettre en cause l'avenir économique des Québécois, soulignant par ailleurs tous les atouts dont jouit le Québec au plan économique. Il entend au cours des prochains jours accepter, dans le but de rassurer les étrangers, des entrevues télévisées sur des réseaux américains et européens.

◆ Chrétien

Paul Martin, qui a mérité 1 176 voix, soit 25 % du suffrage total.

La députée de Hamilton East, Sheila Copps, a terminé troisième avec 499 voix. Le député ontarien Tom Wappel, qui a essentiellement fait campagne contre l'avortement, a reçu l'appui de 267 délégués.

Un autre député ontarien, John Nunziata, a fini dernier avec seulement 64 voix.

L'éclatante victoire de M. Chrétien a toutefois été entachée par les départs des députés Jean Lapierre et Rocheleau, qui ont tous deux claqué la porte du congrès, en annonçant qu'ils allaient dorénavant siéger comme indépendants à la Chambre des communes.

Une explosion de joie a accueilli l'annonce des résultats par le prési-

Johnston est élu président du PLC

d'après Canadian Press

CALGARY — Les libéraux ont élu hier comme président de leur parti Don Johnston, celui-là même qui a claqué la porte du caucus il y a trois ans parce que le parti libéral endossait l'accord du lac Meech. Il succède à Michel Robert, un avocat de Montréal.

Don Johnston, qui fut ministre sous le règne de Pierre Elliott Trudeau, a remporté le poste avec 1118 votes sur un autre ancien ministre libéral, John Roberts, qui en a obtenu 958. Les deux candidats à la présidence étaient également dans la course à la chefferie qu'a remporté John Turner en 1984. M. Roberts fai-

dent sortant du parti, Me Michel Robert.

M. Chrétien s'est frayé un chemin à travers la foule pour se rendre sur la tribune, où il a été rapidement rejoint par ses concurrents. La foule a bruyamment manifesté son approbation lorsque les cinq candidats se sont joint les mains pour saluer les délégués.

C'est Paul Martin qui s'est d'abord adressé aux militants, félicitant d'abord ses concurrents, puis demandant aux libéraux de tendre la main vers le Québec. « Nous voulons le garder », a-t-il lancé.

Il s'est rallié à Jean Chrétien, déclarant qu'il poursuivra la lutte au sein du Parti libéral du Canada, un parti uni, a-t-il dit espérant.

M. Chrétien lui a retourné l'ascenseur en déclarant qu'avec Paul Martin, le Parti libéral va défaire les conservateurs.

Il a salué indirectement Sheila Copps en s'adressant à la fille de 3 ans de cette dernière, Danelle. « Tu as toutes les raisons d'être fière de ta mère », a-t-il déclaré.

Il a également reconnu l'enthousiasme des Tom Wappel et John Nunziata, avant de faire appel à l'unité du parti.

« Nous avons un gouvernement à défaire et un pays à rebâtir », a-t-il lancé.

L'ancien premier ministre Pierre Trudeau s'est également rendu sur la tribune pour serrer la main de son ancien lieutenant, suivi de peu par le chef démissionnaire John Turner. M. Chrétien n'a pas manqué de souligner leur contribution au Parti libéral et au pays.

Le dépouillement des 4 658 bulletins de vote a pris plusieurs heures en après-midi, hier, pendant lesquelles les militants, portant chandails, macarons, chapeaux de cowboy ou casquettes aux couleurs vives, avaient manifesté leur enthousiasme en agitant des pancartes au nom de leur candidat ou des drapeaux provinciaux, en scandant leur allégeance et en faisant le plus de bruit possible avec des trompettes ou des sifflets.

Le clan de Paul Martin s'est même payé un petit orchestre de cuivres et de percussions pour animer encore plus la foule.

Les partisans du député de LaSalle ont poussé l'originalité un peu plus loin en scandant le nom du premier ministre québécois Robert Bourassa, quelques minutes après qu'il se soit adressé à la population québécoise hier après-midi.

Rejoint sur la scène par Pierre Trudeau et John Turner, le nouveau chef a reconnu qu'il lui faudrait d'abord refaire l'unité du parti. « Nous devons renverser le gouvernement et reconstruire le pays ».

En se ralliant au vainqueur, Paul Martin a demandé aux libéraux de tendre la main au Québec pour « lui démontrer qu'on veut le garder ».

M. Chrétien venait à peine d'être couronné chef que les députés Jean Lapierre et Gilles Rocheleau claquaient la porte du Parti libéral, se déclarant incapables comme Québécois de s'associer à un leader qui a piétiné le Québec.

M. Lapierre, député de Shefford, annoncera dès mardi sa décision de siéger comme indépendant à la Chambre des communes. M. Rocheleau, député de Hull-Aylmer, tiendra le 3 juillet une conférence de presse à Ottawa pour annoncer la sienne.

Un troisième député québécois, celui de Saint-Denis, Marcel Prud'homme, considère aussi la possibilité de quitter le parti. Il se donne quelques jours pour y penser. En tout état de cause, il a indiqué qu'il n'assistera pas à la réunion des députés libéraux que présidera, ce matin, M. Chrétien à Calgary. Une réunion dont il a qualifié la tenue de « stupide, inutile et aberrante ».

Les trois députés sont dégoûtés par la tournure des événements. « Ce n'est pas le lac Meech qui est mort, c'est le Canada », a déclaré M. Prud'homme.

M. Lapierre retournera, hier soir, « fêter la Saint-Jean au Québec ». Il n'attendait que les résultats prévisibles du congrès pour claquer la porte.

« J'ai trop de fierté, a-t-il dit, pour m'associer même une minute à Jean Chrétien. Ce serait humilier et trahir mes électeurs que de m'associer à lui ».

« Chrétien est un traître au Québec, a renchéri M. Rocheleau. Je ne comprends pas les délégués francophones qui l'appuient. Jean Chrétien, pour moi, c'est la peste; et je me tiens loin de la peste ».

S'il quitte un parti dont il est membre depuis plus de 20 ans, c'est parce qu'il ne veut pas « faire à Chrétien ce que Chrétien a fait à Turner ». « Ça fait cinq ans qu'il me massacre, qu'il le poignarde par derrière. Moi, je ne le poignarderai pas par derrière, je vais le faire bien en face ».

M. Lapierre affirme que « des milliers et des milliers de libéraux du Québec ne se sentiront plus chez eux dans le Parti libéral » maintenant que M. Chrétien a été élu. Il ajoute qu'un « mouvement de décharge de

sait campagne pour obtenir le poste depuis plus d'un an.

Don Johnston, qui a annoncé sa candidature il y a seulement deux semaines, a fait savoir que sa priorité serait de réduire la dette de 3,5 millions \$ qui affuble actuellement le parti libéral. Il s'est dit déterminé à remplir les coffres du parti en prévision de la prochaine campagne électorale. Le parti libéral compte 350 000 membres.

M. Johnston, qui pratique le droit lui aussi à Montréal, a décidé de briguer les suffrages quand le maire d'Ottawa, Jim Durrell, a retiré sa candidature suite à une enquête menée sur le financement de sa dernière campagne à la mairie en 1988.

cartes de membres est déjà commencé ».

Le départ de M.M. Lapierre et Rocheleau réduit sensiblement la représentation francophone au sein du caucus libéral, dont la majorité des députés québécois sont de circonscriptions anglophones ou allophones.

Pas question pour le moment que M.M. Lapierre et Rocheleau fassent front commun avec les Lucien Bouchard, François Gérin et Gilbert Chartrand qui ont quitté récemment les rangs conservateurs en signe de désaccord avec la position constitutionnelle gouvernementale.

M. Lapierre n'en poursuit pas moins depuis plusieurs semaines des discussions avec les ex-députés conservateurs. Et il s'attend qu'une dizaine d'autres députés conservateurs québécois quittent le gouvernement dès cette semaine, dans la foulée de la mort de l'accord du lac Meech. Il n'exclut pas la possibilité que ces dissidents forment éventuellement à Ottawa une aile nationaliste vouée à la défense des intérêts du Québec.

M. Rocheleau ne voudrait pas quant à lui que ces transfuges deviennent une succursale fédérale du Parti québécois. Il n'en trouve pas moins que « la structure canadienne actuelle n'est plus vivable » et il pense que le premier ministre Robert Bourassa pourrait à brève échéance tenir un référendum sur l'avenir du Québec dans la Confédération. Niant être indépendantiste, M. Rocheleau pense néanmoins que le moment est venu de « trouver une voie nouvelle » entre l'indépendance pure et le fédéralisme canadien.

M.M. Lapierre et Prud'homme jugent que, dans les circonstances, il vaudrait d'ailleurs mieux que la reine Elisabeth renonce à sa visite à Ottawa, début juillet, pour venir célébrer la Fête du Canada.

« Il n'y a rien à fêter », a déclaré un Jean Lapierre sarcastique, qui suggère plutôt à la reine d'aller fêter avec le premier ministre terre-neuvien Clyde Wells ou encore d'aller passer le week-end avec la leader libérale du Manitoba, Mme Sharon Carstairs.

D'autre part, le nouveau chef libéral a qualifié hier, à l'issue de son élection, de « modéré » le discours télévisé prononcé quelques heures plus tôt par le premier ministre Robert Bourassa.

« Il a exprimé sa déception et je le comprends », a affirmé M. Chrétien. Les premiers ministres « étaient tellement près d'un accord (le 9 juin dernier) et il était devenu difficile de faire un petit pas supplémentaire pour trouver une solution ».

M. Chrétien reconnaît qu'au chapitre constitutionnel, le message du Parti libéral « est un peu confus à cause de la querelle sur le lac Meech », mais il promet de le clarifier.

Comment compte-t-il s'y prendre avec le mouvement nationaliste québécois ? Il n'y a pas que des nationalistes au Québec, répond-il; il y a aussi des Canadiens.

M. Bourassa avait, hier, la sympathie d'au moins deux premiers ministres libéraux du Canada anglais : de l'Ontario, David Peterson, qui lui a manifesté sa solidarité et du premier ministre de l'Île-du-prince-Édouard, Joe Ghiz, qui considère qu'il était dans l'ordre des choses que M. Bourassa décide de ne plus participer à la moindre négociation constitutionnelle.

Les Expos en tête

(PC) — On a copieusement hué le « O Canada », hier, mais les Expos ont été chaleureusement applaudis.

Les Expos se sont hissés en tête pour la première fois depuis le 21 avril et ils ont pris une avance d'une demi-partie en l'emportant 6-1 contre les Pirates de Pittsburgh devant 27 605 personnes.

Larry Walker a produit deux points comme troisième frappeur mais c'est une erreur de deux points de Jay Bell qui a ouvert la porte aux Expos.

Zane Smith (4-5) a remporté sa première victoire en 16 jours, n'allouant qu'un point et six coups sûrs en sept manches.

Doug Drabek (8-3) aécopé du revers. À la septième, une poussée de trois points contre Scott Ruskin et Doug Bair a permis aux Expos de gonfler leur avance à cinq points. Spike Owen a commis sa première erreur de la saison et sa séquence de matchs sans erreure s'est donc arrêtée à 63. Il a effectué un relais hors cible au premier but après avoir saisi un roulant facile de R.J. Reynolds.